

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Réactions corrosives sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux, plus spécialement Facebook, ont collé à l'actualité encore une fois, en commentant largement la désignation d'un nouveau Premier ministre en la personne de Abdelmalek Sellal et la nomination d'un nouveau gouvernement. Insultes, commentaires acerbes, caricatures et blagues, visant aussi bien l'ancienne que la nouvelle équipe, alimentent ainsi la toile depuis deux jours.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Bon débarras», «dégagez», «enfin débarrassés de vous» et autres commentaires corrosifs alimentent la toile depuis deux jours après le changement du gouvernement. Nouveau moyen de s'exprimer et de commenter les événements pour les internautes et plus spécialement les jeunes, les réseaux sociaux.

Ainsi et juste après l'annonce de la nomination de Abdelmalek Sellal comme Premier ministre, la toile a explosé de commentaires de tous bords. Ce fut par la suite au tour des spéculations et de l'annonce de «rumeurs» ou d'informations «bien tuyautées», pour annoncer que tel ou tel personnalité allait être nommée à la tête de

tel ou tel département. Certains, suivant en direct les chaînes nationales privées «briefaient» en direct leurs amis sur les nouvelles nominations avant d'être corrigés tout de suite après ou bien confirmés dans leurs suppositions.

Ce sont toutefois Khalida Toumi, Boubekeur Benbouzid et Djamel Ould Abbès qui ont été les vedettes sur Facebook puisqu'ils ont monopolisé la plupart des statuts et des commentaires.

Ces membres de l'équipe Ouyahia ont récolté les pires réactions des internautes qui ont multiplié les commentaires hostiles à leur égard à l'annonce de leur départ de l'équipe gouvernementale. «Les facebookistes» ont toutefois déchanté en apprenant que



Photos : DR.

Khalida Toumi était maintenue à son poste de ministre de la Culture. Sur internet, le nom de sa remplaçante a même circulé pendant toute la journée de mardi. Benbouzid, désormais ex-ministre de l'Education, n'a pas été épargné

par les commentaires dont le plus utilisé hier était «bon débarras». «Benbouzid quitte le gouvernement combien j'ai aimé cela ?», dira un groupe sur Facebook.

L'on a aussi affublé le désormais ex-ministre de la Santé du

même commentaire. Au premier, aussi bien les jeunes que les moins jeunes et les parents d'élèves lui imputent le malaise de l'école algérienne. Certains jeunes ont même expliqué leur échec au bac par l'incompétence des responsables.

Insultes, commentaires acerbes, caricatures et blagues de toutes sortes, les amateurs de réseaux sociaux ont redoublé d'imagination pour exprimer un ras-le-bol et un malaise social par rapport à une équipe qu'ils considéraient comme perdante. Ils n'y sont pas allés de main morte pour critiquer les nouveaux membres du gouvernement puisqu'ils parlent déjà de reconduction des mêmes responsables et commentent en évoquant le «statut quo».

D'autres parodient la nouvelle équipe gouvernementale en assurant qu'elle «promet plus de coupures d'électricité et d'eau, une nouvelle crise alimentaire et un autre fiasco diplomatique».

F-Z. B.

DES RUMEURS FAISAIENT
ÉTAT DE LEUR ENTRÉE
AU GOUVERNEMENT

Pas de ministères
pour le FFS et le PT

La rumeur faisant état d'un «deal» portant sur l'entrée du Front des forces socialistes dans le gouvernement Sellal a finalement été démentie dès l'annonce de la composante du nouvel Exécutif. Il est vrai que si accord il y avait, il n'aurait été que la suite logique de la participation de cette formation aux élections législatives du 10 mai.

Pourtant, durant la journée de mardi, des rumeurs insistantes faisaient état de la nomination de Azziz Baloul, un des dirigeants du FFS, au poste de ministre de la Santé. Du côté du Parti des travailleurs, l'entrée au gouvernement était une option qui avait été prise en considération par les instances dirigeantes. Louisa Hanoune avait récemment revendiqué la nomination d'une équipe de technocrates. Mais une fois encore, elle n'a pas jugé utile d'engager sa formation dans la gestion active des affaires du pays. Le PT opte pour la position de «contrôleur» des actions du gouvernement à travers son groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale.

T. H.

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Le MSP se délie de tout
engagement direct

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) se délie de tout engagement direct dans la formation du nouveau gouvernement.

Réagissant, par le biais d'un communiqué, à la désignation d'un nouvel Exécutif, le parti d'Aboudjerra Soltani considère que «les choix de participation, les positions individuelles contraires aux décisions des instances du Mouvement ne représentent pas le MSP et n'engagent que leurs auteurs». Ainsi, le MSP disqualifie tacitement la participation au gouvernement de Mustapha Benbada et de Bachir Mssaitfa, réputés militants de ce parti mais non mandatés officiellement pour y siéger. Réitérant sa position officielle de ne pas participer au nouveau gouvernement, le MSP considère que le remaniement du gouvernement, pourtant attendu depuis le 10 mai dernier, n'a été que «partiel» et est «sans surprises». Si ce n'est, relève le président du MSP, «la confirmation de l'inanité de l'action politique et de la compétition électorale qui



suppose que les partis majoritaires assument la responsabilité (exécutive)». Appelant à tracer «de nouvelles priorités dont l'essence est d'ordre fondamentalement politique», le MSP prône ainsi la formation d'un gouvernement «politique

et pas uniquement un gouvernement technocratique chargé de préparer les prochaines échéances électorales», ainsi que d'accélérer la révision de la Constitution pour «clarifier la nature du régime».

C. B.

HOCINE NECIB

Un ingénieur
pour succéder à Sellal



C'est un ingénieur qui cumule de nombreuses années de gestion administrative qui est chargé de prendre la relève de Abdelmalek Sellal au ministère des Ressources en eau. Agé de 56 ans, père de trois enfants, Hocine Necib a passé l'essentiel de sa carrière au ministère des Travaux publics et au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Un parcours sans encombre débuté en 1983 à la Direction des infrastructures de la wilaya d'Alger. Hocine Necib a gravi tous les échelons avant d'être nommé, en juin 2011, secrétaire général au ministère des Travaux publics.

SID-AHMED

FEROUKHI
Après la terre
et le ciel, la mer



Âgé de 45 ans, le nouveau ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques est l'un des plus jeunes membres du gouvernement Sellal. Sid Ahmed Feroukhi a certes pour atout la jeunesse mais aussi l'expérience puisqu'il a occupé, depuis août 2008, le poste de secrétaire général au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Auparavant, il était secrétaire général de l'Agence spatiale algérienne. Sid-Ahmed Feroukhi hérite d'un département en cours de restructuration qui a subi une série d'opérations d'«assainissement» depuis l'arrivée de Abdallah Khenafou en 2010.

Mais il est surtout le premier ministre non-islamiste à prendre les commandes du siège des Quatre-Canons.

MOHAND OUSSAÏD

BELAÏD
De la politique
à la communication

Mohand Oussaïd Belaïd retourne à son secteur d'origine. Il faut dire que la nomination du président du Parti pour la liberté et la justice au poste de ministre de la Communication est une des principales surprises de ce nouveau gouvernement. Mohand Oussaïd prend donc les rênes d'un secteur qu'il a connu durant les premières décennies de l'indépendance de l'Algérie.

Un retour qui intervient en plein processus d'élaboration de la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Un dossier essentiellement politique que Mohand Oussaïd devra gérer en prenant en compte les «critères» définis par le pouvoir ainsi que les attentes des professionnels du secteur.

MOHAMED CHARFI

Retour inattendu



Qui aurait parié sur le retour de Mohamed Charfi au ministère de la Justice ? Personne. L'homme avait été limogé de ce même poste en septembre 2003 au plus fort de la guerre qui avait opposé Abdelaziz Bouteflika à Ali Benflis. D'ailleurs, son nom reste toujours lié à celui de l'ancien secrétaire général du Front de libération nationale. Ali Benflis avait fait appel à lui en 1988 pour prendre le secrétariat général du ministère de la Justice. Un poste qu'il occupera jusqu'en 1992 avant d'être nommé conseiller à la Cour suprême. Après la tempête de 2004 et une courte traversée du désert, Mohamed Charfi sera finalement nommé en qualité de conseiller à la Présidence au courant de l'année 2010. Il hérite aujourd'hui d'un département «réformé» par Tayeb Belaïz, son prédécesseur.

Tarek Hafid